



Remzi Sanver : regard sur la franc-maçonnerie

(lire la suite page 10)



Sur la route de l'exode : la voix des minorités

Rencontre avec Sébastien de Courtois, spécialiste du christianisme en Orient

(lire la suite page 4)

Le lycée Notre-Dame de Sion ouvre sa nouvelle saison culturelle avec un pianiste d'exception



Paul Badura-Skoda et Orchestra'Sion

(lire la suite page 12)

Aujourd'hui



N° ISSN : 1305-6476

la Turquie



numéro 127

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

Le workshop « Stop city » à l'Université Mimar Sinan imagine un nouveau visage pour Istanbul

(lire la suite page 7)



12 TL - 6,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 127, Octobre 2015



Eren Paykal

Qui se souvient de nos jours de *La Piste des Larmes* ou en langue Cherokee *Nunna daul Sunyi* (« la piste où ils ont pleuré »), qui décrivait les souffrances endurées par la nation Cherokee, ce peuple amérindien, durant la déportation forcée de 1838, qui a causé la mort de centaines de Cherokees lors de leur voyage cauchemardesque vers l'Ouest des États-Unis ?

Nous vivons de nos jours une tragédie d'une plus grande envergure, symbolisée par l'image du petit syrien Aylan échoué sur une plage huppée de Bodrum en Turquie. Ce petit chérubin a ouvert la porte par son destin tragique à une plus grande compréhension, quoiqu'insuffisante, de la situation catastrophique des réfugiés tentant de fuir leur pays en pleine guerre civile.

Les pays européens, très réticents à accueillir ces réfugiés sur leur sol, se sont sentis obligés de formuler de nouvelles réglementations pour organiser le flux de cette marée humaine.

Selon le nouveau plan européen, il est prévu que l'Allemagne accueille 31 443 réfugiés supplémentaires, la France 24 031 et l'Espagne 14 931, pour un total de 120 000 réfugiés. Un soutien financier de 6000 euros par personne est également à l'ordre du jour.

Les derniers chiffres des Nations unies rappellent que plus de 380 000 personnes sont arrivées en Europe par la Méditerranée depuis janvier et que 2 850 sont mortes ou portées disparues.

L'Allemagne avait appelé mardi ses partenaires européens à ouvrir grand leurs portes aux dizaines de milliers de réfugiés qui se pressent aux frontières de l'Europe, insistant sur le « fait d'avoir au final d'un système ouvert de quotas pour la répartition obligatoire des personnes qui ont un droit à l'asile », par le biais de sa chancelière Angela Merkel, qui avait jugé que plafonner à l'avance le nombre de migrants n'avait aucun sens (Le Monde).

(lire la suite page 5)

S.E. Hakkı Akil : « Je suis très fier d'être l'ambassadeur d'un pays qui a reçu deux millions de réfugiés en si peu de temps »



Riche de trente-six années passées au ministère des Affaires étrangères, Hakkı Akil a pris ses fonctions d'ambassadeur de Turquie en France en avril 2014. Nous l'avons rencontré le 9 septembre à Paris, pour revenir avec lui sur l'évolution des relations de la Turquie avec l'Europe, la France, Chypre et Israël, mais aussi sur le contexte régional troublé entre autres par la lutte contre le terrorisme, la guerre en Syrie et en Irak, et la question des réfugiés.

(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Abécédaire politique et sportif turc et chiffres actuels - 2

Ahmet Hakan : Conservateur, chroniqueur au quotidien *Hürriyet*, présentateur d'émissions politiques sur la chaîne CNN Türk, né à Yozgat le 11 août 1967. Depuis quelques semaines, tout le monde parle de lui : il a été menacé de mort par Cem Küçük, du journal *Star*, dans l'une de ses chroniques.

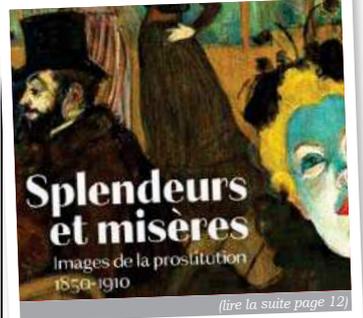
(lire la suite page 5)



(lire la suite page 9)

Retour sur...

Vers une coalition internationale contre l'EI ?, édito de Mireille Sadège P. 10



(lire la suite page 12)



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

De la nécessité de repenser le problème de l'immigration

Nous nous sommes tous émus dernièrement de la photo du petit syrien qui s'est échoué sur les côtes turques. Aylan Kurdi, de son nom, s'est par cette photo hissé au rang de symbole de la souffrance qu'endurent les migrants venant frapper aux portes de l'Europe. Celui-ci s'était échoué sur une plage de Bodrum alors qu'il tentait de fuir avec ses parents les atrocités de la guerre syrienne.

Ce problème a assez duré. Les mêmes raisons justifient depuis des années que des bateaux s'échouent sur nos côtes. Des migrants qui tentent encore et toujours de fuir l'extrême pauvreté qui entraîne corruption, violence et guerre civile dans leur pays. Une immigration qui cherche une vie meilleure au prix de sa propre vie mais qui se trouve à l'arrivée confrontée à une hostilité sociale et politique.

Pour les territoires qui voient accoster ces migrants sur leurs côtes, cet exode n'a pas lieu d'être. Confrontés à une double peur combinant crainte de l'inconnu et crainte que leur situation économique ne se dégrade, ces territoires riches, du moins aux yeux des migrants, se replient sur eux-mêmes. Mais ils ne sont pas à blâmer. Les médias et certains hommes politiques, peu scrupuleux voire populistes, contribuent à entretenir des peurs que l'on peut facilement attiser.

Cette situation, qui dure depuis plusieurs années, a conduit à ce qu'on appelle communément aujourd'hui une « crise des migrants ». Une crise des migrants qui à son tour a conduit à une montée de la xénophobie, et à des ripostes violentes aux portes de l'Europe, à nos portes. Tout le monde aura entendu parler de la construction d'une muraille en Hongrie pour essayer d'endiguer ce phénomène d'immigration, muraille devenue le symbole de la lutte contre l'immigration massive.

Tout le monde aura également entendu des déclarations telles que : « on ne peut recevoir toute la misère du monde ». On ne contredira pas cette position. Il est d'ailleurs clair et évident qu'une immigration massive n'est pas souhaitable. Il est tout aussi clair et évident qu'un exode massif du Sud vers le Nord bouleverserait particulièrement l'équilibre du Nord, conduisant par la suite à des phénomènes catastrophiques pour les deux côtés.

Toutefois, rendons-nous à l'évidence. La construction de forteresses ou de campements pour contenir les immigrés ne résoudra pas le problème. Comme le disait le Secrétaire général des Nations unies Philippe Douste-Blazy, « nous avons aujourd'hui une vague de trois centimètres qui va devenir une vague de

30 mètres de haut ». Il s'avère plus que nécessaire de repenser le problème de l'immigration.

Nous gagnerions plus à traiter l'extrême pauvreté en contribuant au développement des peuples qui subissent ces inégalités de plein fouet, qu'à traiter exclusivement le problème de l'immigration en tentant de l'endiguer. Nous n'appelons toutefois pas à une générosité gratuite.

« Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher, il mangera toujours », dit le dicton. Cette phrase résume notre vision : il est du devoir des territoires riches de fournir à ces peuples de quoi se développer et de les encadrer dans leur développement, par un transfert de compétences notamment. Il s'agit là du meilleur moyen pour lutter contre l'immigration de ces populations en souffrance, mais aussi d'un « moyen commun de développement des peuples ». Le Nord et le Sud gagneraient à coup sûr dans cette collaboration.

Pour conclure sur cet appel à « une mondialisation de la solidarité », selon l'expression chère à P. Douste Blazy, rappelons-nous, comme le disait Pan Bouyoucas, que « nous sommes tous des immigrés, il n'y a que le lieu de naissance qui change ».



Dr. Olivier Buirette

La Hongrie et la crise migratoire

Alors que nous entrons dans l'automne de l'année 2015, voilà qu'une nouvelle crise internationale déferle sur l'Europe. Cette crise met en péril les accords de Schengen avec la libre-circulation des hommes et des biens. Cette conquête si précieuse de la difficile construction européenne a commencé sur les ruines de la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis s'est concrétisée avec l'immense espoir né à l'Est à la fin de la Guerre froide et la chute du mur de Berlin en décembre 1989.

Mais voilà que les contrôles aux frontières se rétablissent, voilà que les accords de Schengen, du moins sous leur forme actuelle, sont menacés. Voilà qu'au cœur même de cette Europe de l'Est, redevenue Europe centrale intégrée dans l'Union européenne il y a plus de 10 ans à présent, se hérissent de nouveau des murs. Que se passent-ils donc pour que notamment un des pays parmi les plus emblématiques de la région, la Hongrie, en arrive à de telles mesures ?

Pour répondre à cette question, il faut comme souvent dans les crises internationales graves, prendre en compte la multiplicité des paramètres à l'origine du problème. Le premier paramètre, c'est Victor Orban, actuel Premier ministre conservateur de Hongrie, revenu aux affaires en mai 2010, après avoir été à 35 ans le plus jeune Premier ministre de l'Histoire hongroise en 2001. Ce retour en 2010 survient alors qu'un gouvernement de coalition avec des éléments ultra-conservateurs a édifié certaines alliances temporaires avec l'extrême-droite. Le parti d'extrême-droite Jobbik représente plus de 20% de l'actuel Parlement hongrois depuis les élections législatives de 2014. Depuis 2010, une politique ultra-conservatrice de restrictions progressives des libertés a été mise en place par Victor Orban. Ce dernier désire renforcer cette politique par tous les moyens, en cherchant à séduire les voix de cette extrême-droite très forte, et en menant des actions de plus en plus spectaculaires. Ainsi, il a établi la reconnaissance de la nationalité hongroise pour toutes les minorités hongroises situées en dehors du pays, mesure très déstabilisante pour les voisins concernés comme la Roumanie, la Slovaquie ou encore la Serbie ; de même, il a fait voter une nouvelle constitution menaçant les libertés fondamentales et visant avant tout à renforcer son pouvoir personnel. Les conséquences de toutes ces mesures font que la Hongrie de Victor Orban se transforme peu à peu en un État autoritaire.

Le second paramètre est la gestion, ou l'absence de gestion, de la crise, puis de la guerre en Syrie qui ne cesse de s'étendre, et qui a mené à la naissance d'un État islamiste, totalitaire que l'on nomme l'EI ou Daesh, au cœur du Proche-Orient, entre les frontières syriennes et celles de l'Irak.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilaturquie.com

Face au problème de l'immigration, mettre de côté la crise humanitaire pour mieux gérer la crise politique

Lundi 14 septembre se sont réunis à Bruxelles les ministres de l'Intérieur des 28 pays membres de l'Union européenne, afin de valider l'accueil par répartition de quelque 40 000 réfugiés en deux ans, conformément à ce qu'ils avaient convenu fin juillet. Mais s'il faut saluer ce premier accord, l'Union européenne est encore loin de parler d'une seule voix sur la question des migrants et réfugiés : la nouvelle proposition de la Commission européenne, qui prévoit la répartition de 120 000 réfugiés de plus, n'a pas su réunir et attendra bien encore quelques semaines de tractations houleuses. Pas facile lorsque certains pays, comme la Hongrie, refusent catégoriquement de participer à cette « relocalisation » des migrants et réfugiés. Les ministres européens donc sont une fois de plus repartis en désaccord, et ont été contraints de fixer une nouvelle réunion le 8 octobre. Beaucoup se demandent finalement pourquoi la question de l'immigration suscite de tels débats enflammés... sans qu'aucun accord politique majeur n'ait encore été trouvé, malgré l'urgence de la situation.

Si la crise des migrants et des réfugiés ne trouve aucune solution politique depuis plusieurs mois, malgré l'engouement autour de la question, c'est probablement parce que nous, pays européens, ne considérons pas le problème sous le bon angle.

Arrêtons-nous un peu pour regarder de plus près la façon dont nous présentons les faits. La plupart du temps, la question des migrants est principalement traitée dans la presse sous le registre du drame humain. Comme si finalement les réfugiés étaient les victimes d'une tragédie dont l'origine nous est étrangère, telle une catastrophe naturelle. Les réactions sont alors à la hauteur de cette misère soudaine qui frappe l'humanité malgré elle. Nous entretenons nos illusions. L'illusion par exemple que la France ne fait rien et n'a jamais rien fait pour les migrants alors qu'en réalité, elle a toujours été une terre d'accueil. L'illusion qu'une vague immense de migrants et réfugiés va envahir l'Europe brusquement alors que le processus migratoire existe bien depuis des siècles.

Nous oublions que cette crise, nous la couvons depuis au moins une décennie. Elle n'est pas subite, et encore moins subie par les Européens. Oui, elle s'accélère : selon l'Office international des migrations (OIM), l'année 2015 enregistre 60% d'arrivées supplémentaires en Europe par rapport à 2014. Oui, elle met en jeu les pays de l'Union européenne. Mais non, elle ne nous frappe pas comme la peste. Nous avons le devoir de regarder plus loin que la crise humanitaire, afin de nous concentrer sur la crise politique, qui se veut la pierre angulaire du problème de l'immigration.

« Nous avons l'impression que la crise du logement ou la crise de la sécurité nous interdisent d'accueillir les migrants. C'est faux ! », martèle Christophe Barbier, directeur du magazine français L'Express, dans son éditorial vidéo du 18 septembre. La venue des migrants et réfugiés fait peur parce qu'elle risque de bouleverser le quotidien des Européens. On cherche alors des parades pour ne pas être « dérangé ». L'initiative, louable mais complètement décalée, d'un milliardaire égyptien d'acheter une île au large de l'Italie ou de la Grèce afin d'y installer les migrants reflète cette tendance que nous avons d'imaginer les réfugiés dans une autre sphère, un autre pays, loin de nous.

Dans toute cette histoire, il s'agit pour l'Europe d'être à la hauteur de ses valeurs. Accueillir les réfugiés, « c'est le devoir de la France, où le droit d'asile fait partie intégrante de son âme, de sa chair », a dit François Hollande lors d'une conférence de presse le 7 septembre. Idée partagée par bon nombre de pays de l'Union européenne. Mais n'oublions pas que seules les prises de décision politiques resteront dans l'Histoire. L'Union européenne se doit de participer à la réalisation de ce « film », selon les mots de Jacques Attali, dont « [nous n'avons] vu que la bande-annonce ».

* Noémie Allart